



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025148-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux modifications des conditions d'abattage à l'explosif pour l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires par la Société CARRIERES DE VIREY aux Lieux-Dits « Le Grand Val », « La Corrée », « La Cerisière », « La Cotre aux Chétifs », « Dine Chien » sur le territoire de la commune de VIREY-SOUS-BAR

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment, le livre V des parties législative et réglementaire ;

**VU** le code minier et les textes pris pour son application ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022 d'autorisation d'exploiter par la société CARRIERES DE VIREY une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires aux lieux-dits « Le Grand Val », « La Corrée », « La Cerisière », « La Cotre aux Chétifs », « Dine Chien » sur le territoire de la commune de VIREY-SOUS-BAR ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le porter à connaissance reçu le 3 juillet 2024 à la préfecture de l'Aube, présenté par la société CARRIERES DE VIREY, relatif à la demande de modification des conditions d'abattage à l'explosif pour l'exploitation de la carrière ;

**VU** les plans, documents et renseignements joints à la demande précitée ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 novembre 2024 ;

**VU** l'absence d'observations formulées par le demandeur sur le projet d'arrêté complémentaire qui a été porté à sa connaissance le 14 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications des conditions d'abattage à l'explosif, telles qu'elles sont décrites dans la demande et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande susvisée de ladite carrière ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement, mais que cette activité doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er : Titulaire**

La société CARRIERES DE VIREY dont le siège social est situé 11 Rue du Général de Gaulle, 10260 VIREY SOUS-BAR, ci-après désignée l'exploitant, assure, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022, l'exploitation de la carrière de matériaux calcaires à ciel ouvert aux lieux-dits « Le Grand Val », « La Corrée », « La Cerisière », « La Cotre aux Chétifs », « Dine Chien », sur le territoire de la commune de VIREY-SOUS-BAR.

### **Article 2 : Abattage à l'explosif**

L'article 3.3.3 « *Abattage à l'explosif* » de l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022 est remplacé comme suit :

« Les explosifs sont mis en œuvre dès réception sur le site. Il n'y a pas de stockage d'explosif sur le site. Avant chaque tir de mine, l'exploitant en informe l'exploitant de la carrière voisine (Carrières CHAMPENOISES) ainsi que la commune de VIREY-SOUS-BAR au minimum 2 semaines avant, afin que les riverains puissent être avertis.

Les tirs de mine sont réalisés en moyenne 2 fois par an avec une limite de 10 tirs par an.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. »

### **Article 3 : Détermination du plan de tir**

L'article 3.3.3.1 « *Détermination des plans de tirs* » de l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022 est remplacé comme suit :

« Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir. La foration et l'abattage sont intégralement réalisés par une société extérieure spécialisée, disposant des habilitations réglementaires.

Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

Plan de tir type :

Banquette / Espacement	4,25 m / 4,75 m
Nombre de trous par tir	25
Diamètre de foration / Profondeur de foration	110 mm / 15 m
Volume par trou	302 m <sup>3</sup>
Explosif de pied	EMULSTAR 8000 UG 90/3125
Explosif de colonne	ANTOTITE 1+
Bourrage final	3 m
Amorçage fond de trou	Détonateur en fond de trou
Charge unitaire par trou	100 kg avec 250 à 350 g/m <sup>3</sup>
Quantité totale d'explosif par tir	6 000 Kg

La mise à feu se fait de manière électrique en mode conventionnel, avec utilisation de micro-retards.

#### **Article 4 : Chargement des trous de tir**

L'article 3.3.3.3 « *Chargement des trous de tirs* » de l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022 est remplacé comme suit :

« Le chargement sera conforme au plan de tir validé.

Les explosifs sont installés dans des mines profondes verticales avec un amorçage en fond de trou.

La partie supérieure du forage est bouchée par des matériaux inertes de type « gravillons de carrière » sur 3 m de hauteur afin de confiner les gaz de l'explosion et de limiter le bruit lors du tir.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir. »

#### **Article 5 : Valeurs et limites de vibration**

L'article 3.3.3.4 « *Valeurs et limites de vibrations* » de l'arrêté préfectoral n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022 est remplacé comme suit :

« L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à **10 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction et à chaque tir de mine. Aucun dépassement de ces vitesses n'est toléré.

La vibration acoustique est également mesurée à chaque tir de mine et doit être inférieure à **125 dB**.

Ces mesures sont réalisées via des appareils (sismographes), étalonnés au moins annuellement et installés à minima au voisinage des habitations les plus proches dans la commune de VIREY-SOUS-BAR (à 1 200 m au Nord-Ouest du site), où la dalle rocheuse est de même nature que celle objet de l'exploitation, ainsi qu'aux habitations les plus proches sur la commune de JULLY-SUR-SARCE.

Les capteurs de mesures doivent être solidaires de leur support, ne doivent pas être posés sur des revêtements pouvant agir comme filtres de vibration (zinc, plâtre, carrelage...) ou provoquer des vibrations parasites.

Les capteurs ne doivent pas être installés sur les balcons, dalles d'entrée ou palier d'escalier au risque de n'enregistrer que les modes propres de vibration de ces éléments.

L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.

La valeur limite ci-dessus doit être respectée à chaque tir de mines.

Le respect de la valeur limite ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur les secteurs en extension de la carrière, puis à chaque tir de mines.

Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant :

- la date et l'heure du tir,
- la charge unitaire,
- le lieu (parcelle position du front),
- le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement,
- les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression,
- la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée,
- les valeurs limites de vibration et de pression acoustique de crête fixées par le présent arrêté,
- les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.»

#### **Article 6 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERES DE VIREY.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VIREY-SOUS-BAR pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de VIREY-SOUS-BAR, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Le présent arrêté sera envoyé à chaque conseil municipal et chaque collectivité locale consultés.

#### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de VIREY-SOUS-BAR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **28 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

#### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette

installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.